Toulouse, printemps 2009

■ Combien on gagne ? Comment on gagne ?

50 000 euros pour les salariés de Continental, jusqu'à 100 000 chez Amora : les chiffres circulent de piquets de grève en usines occupées : "On va faire mieux que chez Conti", "14 000 ? Ils nous prennent pour des cons, ils ont eu trois fois plus à Clairoix". Les ouvriers d'Amora demandaient 400 000. 400 000 € fois 300 salariés, 120 millions, c'était le casse du siècle. 400 000 €, pour dire "on arrête de bosser", 400 000 € comme une porte dorée de sortie de l'économie, pour ne pas se faire rattraper par toute cette merde, pôle emploi, stage bidon, RSA, intérim, au mieux un reclassement en CDI pour un salaire largement amputé.

"Reclassement", recyclage, il est là le vrai enjeu des gouvernants, derrière les larmes de crocodile versées sur la suppression d'emplois : garder les gens sous le joug de l'économie, même à grands frais, à coup d'emplois aidés ou de suivis stricts par des conseillers ANPE. Surtout ne pas les laisser s'échapper, la machine a besoin de matière à travailler, même non productive. La gouvernance pourrait se résumer à ce grand dispositif centripète qui tient la population sous contrôle par sa réintégration continue dans l'économie. Police et justice en dernier ressort, taper fort pour l'exemple : un type licencié de Metaleurop en 2003 a pris 8 ans fermes pour une série de petits braquages au pistolet à bille.

Mais qu'on opte pour le braquage, l'alcoolisme ou le petit entreprenariat, on ne sort jamais vraiment de l'économie, et personne n'est complètement dupe de toutes façons : "qu'est-ce qui restera dans deux ans, avec les gamins et tout, quand la prime sera mangée ?" Et qu'est-ce qui restera de la lutte, du bon temps passé ensemble, des "moments de vie où on s'aperçoit qu'on s'était jamais parlé vraiment" ? **(suite p. 8)**

REBETIKO

chants de la plèbe

rebetiko@riseup.net - numéro 2 - été 2009

Départ en vacances Retour en catastrophe

Nous avons besoin de penser la catastrophe non pas comme la rupture neutre d'un présumé équilibre naturel, mais comme une rupture politique, une possibilité de bifurcation vertigineuse.

C'EST-À-DIRE FAIRE EN SORTE QU'ELLE DEVIENNE UN PASSAGE TACTIQUE FONDAMENTAL durant lequel se mettent en place les conditions qui empêchent le retour à la normale, à la temporalité de la crise, et donc du pouvoir. En se donnant à l'inverse une temporalité dans laquelle tracer des lignes habitables, et d'autres qui deviennent des tranchées.

La catastrophe, habituellement, est vécue comme une rupture brutale, un changement de forme violent et radical. Pourtant, son traitement gouvernemental la transforme en un passage d'un état à un autre sans véritable discontinuité. Elle permet en effet, à certaines conditions, de remanier une réalité, se présentant alors non plus comme un évènement insaisissable, mais comme une simple crise que l'on peut gérer. Par cette opération, le pouvoir cherche à transformer ce qui n'est qu'un signe sans équivoque de son impuissance en une opportunité de restructuration. C'est bien ce qui lui rend la catastrophe désirable, lui qui entretient depuis toujours avec elle un rapport ambigu, fait de répulsion et de fascination. Car il sait parfaitement combien, dans une société basée sur la séparation et l'isolement, la maitrise des affects de peur, de terreur et d'insécurité est fondamentale pour asseoir sa domination. Tous les dispositifs en présence sont donc mobilisés de manière à ce que la responsabilité reste toujours *externe* au gouvernement, et cependant *interne* à la société nationale ou mondiale, comme dans un grand huit de la terreur sociale.

C'est ainsi que la crise pétrolière devient la faute des "Arabes", celle financière, des "spéculateurs", qu'un ouragan ou un raz-de-marée sont la responsabilité de "l'effet de serre", la grippe aviaire celle des oiseaux migrateurs, la grippe porcine, de quelques "sorciers de laboratoire", et la catastrophe climatique le fruit de l'irresponsabilité des consommateurs. Ou que la cause de la crise sociale serait à chercher dans des sujets tant internes que fondamentalement étrangers, à l'image de ces fantasmes créés par l'actualité : les clandestins, les barbares des cités, les terroristes, les fainéants, les black blocs. La catastrophe gouvernementalisée est ce paradigme, cette manière de transformer l'ennemi externe en ennemi interne, et au cours de ce processus, de le subjectiver. Un "sujet", quel qu'il soit, ne peut donc être autre chose qu'un dispositif de gouvernement.

Dans un monde qui n'a plus de dehors, la catastrophe, la crise et l'ennemi sont toujours davantage imaginés comme des risques internes. Corrélativement, le processus de subjectivation s'immisce dans l'intimité de chacun et de tous, à la recherche de la part de plèbe qui couve dans l'être quelconque. Cette part est la part de catastrophe qui dans chaque être, ou mieux, dans chaque forme de vie, constitue la limite interne de toute relation de pouvoir, sa ruine immanente : la plèbe est l'ingouvernable, l'extérieur de cette invivable intériorité impériale.

Voilà pourquoi la production et la gestion de la subjectivité sont si importantes dans l'économie générale de la société : il faut tenir sous contrôle strict cette parcelle anonyme et augmenter les parcelles anesthésiées, afin de repousser le plus possible le moment où la catastrophe sera inévitable. Et pendant ce temps, rendre prégnant ce qui amène chacun à devenir juge, garde, prêtre, assistant social, et kapo de lui-même et de ses voisins.

(suite p. 2)

■ À toi qui cours pour que ton corps soit transparent

L'ÉTÉ L'ANGOISSAIT. Parce que sans doute désespérait-il de trouver à vivre quelque chose qui s'accordât à lui. À l'aube d'une nuit sans sommeil, résolu à fuir la grande ville, il dévala l'avenue jusqu'au fleuve. De l'autre côté du pont, s'étendait le no man's land enserrant l'ancienne cité. Le soleil déjà brûlant y fondait les édifices, les rendant semblables, aplatis, dénués d'ombre. Leurs vives couleurs métallisées attiraient les nuées automobiles qui s'y agglutinaient méthodiquement.

Le ruban qu'il suivait se badigeonnait maintenant sur plusieurs voies, et son revêtement nauséabond collait aux semelles, syncopant sa démarche. Tantôt tendu, tantôt enroulé autour d'îlots plantés de fleurs giratoires, il perdait peu à peu toute destination. "L'heure de pointe approche", se dit-il en sentant les flux se presser autour de lui. Ecrasé par les rayons caniculaires, son corps se mis à gîter sur le goudron liquide, comme saisi d'un étrange mal de mer. C'était ce moment de la journée où les embruns de gasoil commencent à brouiller l'horizon.

(suite p. 3)

■ Jeu, set et masques (p. 3)

Ce qui s'est "joué" au contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg les 2, 3 et 4 avril

■ Les enfants perdus de Kerlédé (p. 4)

Une longue fête à Saint-Nazaire en 1977, un centre social comme pays imaginaire et des jeunes délinquants qui refusent de grandir

■ Figures de l'ennemi intérieur (p. 6)

Du bon usage du terroriste en société.
Entretien avec Mathieu Rigouste

New-York, black-out, 1977

(suite de *Départ en vacances, retour en catastrophe*)

EN EFFET, CE QUE LA CATASTROPHE A DE DÉPLAISANT POUR LE POUVOIR, c'est l'éventualité concrète qu'il ne puisse pas contrôler les conditions de son déroulement. Par exemple, celles par lesquelles la stabilité est mise en doute, battue en brèche par d'inédites solidarités, ou qu'à la peur se substitue la colère envers un système entier. Quand la séparation tombe, toutes ces microparcelles de catastrophe, entraînées par la force d'un évènement renversant, peuvent devenir avalanche, ouragan, tempête... Dans la catastrophe, la vérité de l'évènement surpasse n'importe quelles représentations, n'importe quelles vérités discursives. Ne pas en tirer profit est une grave erreur stratégique.

"*Les peuples ne rendent point de sentence, ils lancent la foudre; ils ne condamnent pas les rois, ils les replongent dans le néant.*" (Robespierre)

***

C'est aussi comme "dénouement d'un nœud" que la catastrophe réclame sa propre philologie. Dans la Grèce antique, elle désignait notamment l'apogée des états émotifs de la tragédie; celui qui amenait, après une série de faits douloureux et dramatiques, à une catharsis collective, au démêlage d'un écheveau composé d'injustice et de violence, d'amour et de trahison. En somme, un véritable bouleversement – ce qui est probablement l'étymologie la plus correcte du mot catastrophe. Catastrophe signifie *tourner en dedans*. Par exemple, on pensera une révolution non comme un développement, mais comme un "inveloppement" non comme une progression mais comme un "retroussement" de la chose en elle-même. La catastrophe contient la possibilité d'annuler la séparation, de favoriser la réappropriation du sens de chaque chose, et de se le partager, de se le rendre commun.

La plupart des catastrophes offrent donc la potentialité de faire voler en mille morceaux l'absence de sens que recèle la vie sociale en chacun de ses aspects, d'apprendre comment une forme de vie peut se réapproprier du sens, c'est-à-dire une puissance. Il n'est alors pas difficile de comprendre pourquoi une révolte, une insurrection ou une révolution sont depuis toujours pensées et représentées par le pouvoir comme des étapes d'un évènement catastrophique.

***

C'est la raison pour laquelle les pouvoirs prennent bien soin de s'organiser non pas à partir des études pratiques de la "normalité", mais bien à partir de celles des "crises", des "désastres", des "catastrophes". Les moyens de traiter les villes pestiférées et les territoires touchés par la lèpre ont été, depuis la première modernité, les modèles d'une gouvernementalité qui dure jusqu'à nos jours. La lèpre symbolisait un état d'impureté pécheresse, et la peste était représentée comme un des cavaliers de l'Apocalypse.

"La plèbe est la part de catastrophe qu'il y a en chacun de nous."

Si la "fin des temps" a souvent été un cheval de bataille pour de nombreux rebelles, elle a aussi été la menace que chaque pouvoir a agitée devant la face du peuple qui ne voulait pas lui obéir. L'empire, comme figure théologico-politique qui décrit l'essence du gouvernement des hommes et des choses, a inspiré l'Occident jusqu'à aujourd'hui, justement parce qu'il a une relation directe avec l'apocalypse, ou mieux, avec sa conjuration. C'est-à-dire que l'empire est le *katechon*, ce qui doit contenir le débordement de la catastrophe finale, l'avènement de l'antéchrist. Ou, plus sobrement, la fin de tout gouvernement. Voilà pourquoi la catastrophe est désirable pour tous ceux qui choisissent de faire sécession d'avec le paradigme qui régit ce monde. Le cavalier de l'apocalypse court encore sur les marges de la civilisation.

Les dispositifs de sécurité qui constituent aujourd'hui le paysage monotone dans lequel nous naissons, sont apparus comme applications d'une science de gouvernement qui sépare et exclut (modèle de la lèpre), ou inclut et contrôle (modèle de la peste).

Le croisement entre ces deux modèles est facilement discernable dans le gouvernement contemporain de la métropole, que ce soit au niveau macro – on le voit dans les banlieues – ou au niveau de l'individu – l'anormal, le criminel, le terroriste, le fou, etc. –, mais il s'exprime à son niveau maximal dans les grands moments de crise. C'est quand il montre sa force ou sa faiblesse dans la gestion de la catastrophe – c'est-à-dire de l'exception –, qu'un gouvernement apparaît en tant que tel, comme il *est* vraiment.

La métropole est le macro-dispositif dévolu à la production et à la gestion rationnelle de chaque catastrophe, tant "naturelle" que "sociale". Elle œuvre en nous les rendant totalement étrangères, comme elle le fait déjà avec son mobilier ou ses flux. Elle apparaît donc naturellement comme quelque chose qui nous est hostile, en ce qu'elle tend à nous ôter la possibilité d'habiter la catastrophe et d'en faire un point de non-retour. C'est aussi pour cela qu'elle est si facilement exposée à la destruction et au saccage, car quiconque fait face à quelque chose de profondément étranger n'a aucun remord à l'anéantir. Et finalement, dans ce monde supersécurisé, dans ces espaces de l'absence, dans les quartiers scintillants de la mégalopole, rien n'est plus désiré qu'une véritable expérience catastrophique.

"*Les quartiers résidentiels rêvent de violence, assoupis dans leurs pavillons somnolents, sous l'aile de leurs centres commerciaux bienveillants, ils attendent patiemment l'arrivée des cauchemars qui les éveilleront à un monde de passions...*" (J.Ballard)

***

La grippe porcine, qui semblait devoir submerger le monde d'une féroce pandémie, est réduite à rien en deux semaines. Deux semaines qui sont pourtant suffisantes au gouvernement mexicain pour instaurer un état d'exception politico-sanitaire durant lequel, encore une fois, apparaît clairement la confusion entre les dimensions civiles et militaires, entre la police et les services sociaux, entre l'armée et le gouvernement global de la société. Une attaque de grippe est traitée de la même manière qu'une guerre civile. Une sorte d'entraînement, une propédeutique au vrai combat qui se joue sous la surface des évènements médiatiques. Terreur médiatique et fichage, vaccination de masse et répression des manifestations de protestation se sont facilement confondus. Beaucoup se sont demandés pourquoi face à une grippe, aussi pernicieuse soit-elle, des militaires épaulant des fusils d'assaut patrouillaient pour la première fois à Mexico.

"Un G8 dans la catastrophe. Un double état d'exception."

***

La tâche du gouvernement est d'intervenir, certes, mais seulement après que la catastrophe soit advenue. Non parce que son arsenal de sécurité et de mensonges ne serait pas déjà prêt. Mais parce que sur la base de son orientation libérale, il ne peut intervenir ni sur la recherche, ni sur les entreprises qui expérimentent le moyen de maximiser les bénéfices à travers un taux de destruction raisonnable. Les "dommages collatéraux", d'une guerre comme d'une pandémie, d'un ouragan comme d'une crise financière, sont déjà intégrés dans les calculs de la science actuarielle (science de l'évaluation des risques), c'est-à-dire de la biopolitique. Il s'agit seulement de gérer les risques et les dommages, de faire en sorte qu'ils se transforment en une possibilité de bénéfices supplémentaires. Une économie politique de la catastrophe n'est pas quelque chose qui reste à inventer, elle est ce qui depuis toujours œuvre au cœur même de la machine de souveraineté. En fait, au lendemain de la fin de l'alerte, demeure toujours quelque chose qui s'installe dans la vie sociale: un peu de liberté en moins pour un peu de sécurité en plus. L'action du gouvernement, émergeant de la boue, impose de nouveaux dispositifs qui se répandent mieux et durent plus longtemps que l'ouragan, ou que le virus de la grippe qu'il s'agissait apparemment de contrôler. D'un côté, nous aurons un gouvernement de salut public qui pourra interdire tout rassemblement de plus de trois personnes, et de l'autre, chaque citoyen introjectera le danger du contact rapproché avec l'autre, ou, plus généralement, avec la vie de la plèbe. La ligne de séparation entre élite globale et plèbe se sera encore approfondie, non sans qu'aient été trouvés de nouveaux instruments de domination.

***

New York, 13 juillet 1977. Black-out. Une panne d'électricité de vingt-cinq heures paralyse tous les dispositifs métropolitains. Les feux tricolores ne fonctionnent plus, les ascenseurs des gratte-ciel sont en panne, les alarmes sont bloquées. Les touristes tournent en rond, désorientés dans le noir. Les hauts-quartiers sombrent dans la panique. Soudain, dans les ghettos, la fête commence. Sur des rythmes de soul et de salsa, on descend dans la rue avec des voitures pourvues de câbles, on arrache les rideaux de fer qui défendent les temples de la marchandise, on brise les vitrines. On ne prend pas ce dont a besoin, mais ce dont on a envie. Pas de lumière, pas d'argent. Il y a dans le saccage une attention particulière, non dénuée d'un esprit communautaire, comme le soulignait à l'époque Newsweek. Les palaces les plus détestables de Broadway sont incendiés. On attaque les patrouilles de police qui cherchent inutilement à contrôler une forme de vie qui saccage extatiquement la ville. Les pertes économiques se calculeront en milliards de dollars. C'est une catastrophe pour le gouvernement, qui s'en rappellera plus tard comme de "la nuit de la terreur". C'est un grand jour pour la plèbe des ghettos, qui s'en souviendra comme du jour de la réappropriation. Les choses, pour une journée, ont repris sens. Un sens dont la mémoire demeurera indestructible. Un chef de la police déclarera que si la révolte avait été plus organisée politiquement, le gouvernement aurait eu à faire face à une insurrection.

***

Le premier juillet, en Italie, le G8 se réunit pour un énième spectacle global. Or, il y a une innovation, non dans les contenus politiques, et encore moins dans les cadres idéologiques, mais dans la localisation: le G8, déjà synonyme d'état d'exception et de guerre civile — plus particulièrement en Italie où flotte le fantôme de Gênes — se tient cette fois au centre d'un territoire ravagé il y a seulement quelques semaines par un tremblement de terre. Un G8 dans la catastrophe. Un double état d'exception. Un trône au milieu de la souffrance du peuple, comme au temps des rois d'avant la Grande Révolution: seul un génie du spectacle comme Berlusconi pouvait avoir une idée aussi glamour et cynique à la fois. Mister Obama, le nouveau héros des multitudes cognitives, en sera sûrement épaté. Ils se trompent, ceux qui regardent le gouvernement italien comme suffisant et railleur, car c'est peut-être l'expérience de gouvernementalisation de la vie la plus avancée d'Europe. Ce n'est pas un hasard si Sarkozy en est un grand admirateur. Et tant pis pour les Italiens "antiglobalisation", incapables d'en finir avec la stérilité des contestations symboliques. Incapables d'imposer leur propre "état d'exception".

Pendant ce temps, dans les villages de toile des évacués d'Aquila ou sur les ruines de la Nouvelle Orléans, la solidarité, les formes d'organisation, le partage et les jeux remplacent la télé brisée, la normalité dans laquelle nous mourons un peu tous les jours.

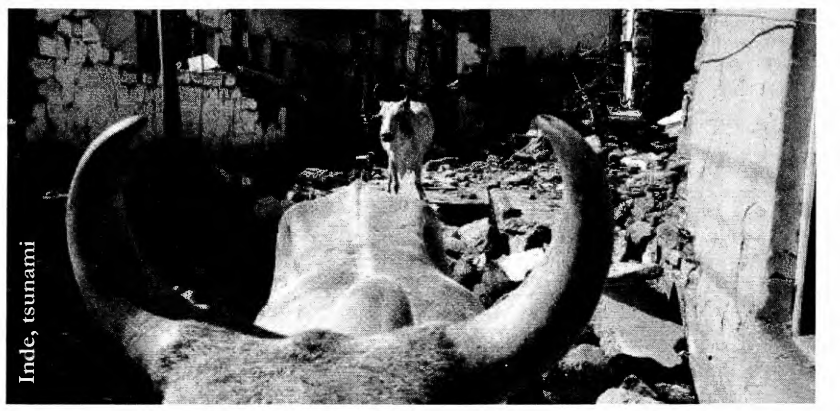
C'est peut-être paradoxal, mais il y a là, dans ce que chaque catastrophe peut nous apprendre, quelque chose qui ressemble à la vie. ■

■ LA VENGEANCE DE L'AMARANTHE

Végétal aux vertus médicinales et culinaires, l'amaranthe était sacrée pour les Aztèques et certains peuples de la Cordillière des Andes. Afin d'endiguer les croyances "païennes", les colons espagnols l'interdirent et réprimèrent ceux qui continuaient à la cultiver secrètement. On oublia l'amaranthe, qui disparut peu à peu des usages en Amérique centrale.

Mais voilà qu'elle réapparaît, vagabonde vengeresse, en Amérique du Nord cette fois, au coeur des grandes monocultures. Parasitant et étouffant les champs de soja transgénique, le "blé des Incas" reprend ses droits: 5 000 hectares ont déjà été abandonnés en Géorgie, et 50 000 autres sont gravement menacés. Ces terres avaient été semées de graines Roundup Ready, ayant reçu un gène de résistance au Roundup. Il y aurait eu transfert de gènes entre la plante OGM et l'amaranthe.

Cette dernière, résistant maintenant à l'herbicide, promet un bel avenir aux grandes plaines américaines: chaque plante produit en moyenne 12.000 graines par an qui peuvent rester en état de dormance pendant 20 à 30 ans. Certains exploitants s'arrachent à défaut de pouvoir l'arracher. D'autres courent après les variétés traditionelles. Ainsi Alan Rowland, producteur et marchand de semences de soja dans le Missouri le confirme: plus personne ne lui demande de graines OGM.


Inde, tsunami

À toi qui cours pour que ton corps soit transparent

(suite de la p. 1)

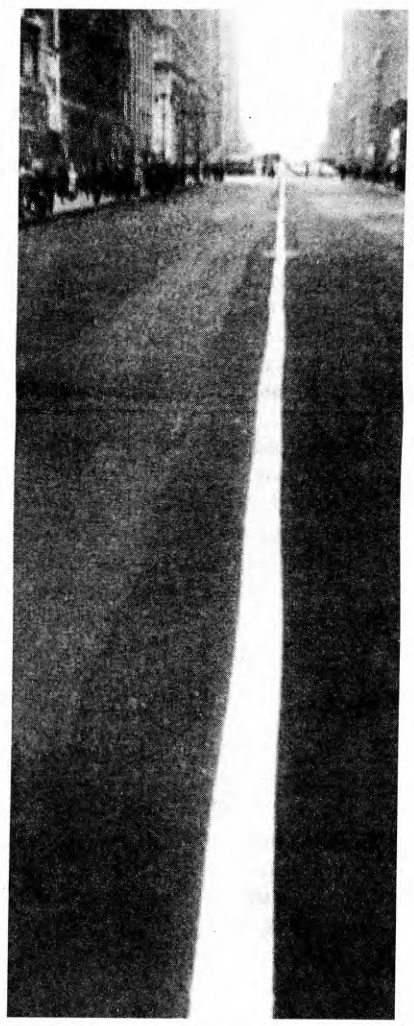
DES STRATO-CATALYTICUS, ÉMERGE ALORS UNE LETTRE D'OR, semblable à un phare. À bâbord, un clown est assis sur un banc, sa main droite enlaçant lascivement le dossier. Sous ses cheveux hirsutes, ses lèvres rouge sang se retroussent sur des dents menaçantes. Derrière lui, comme un avertissement à ses prochaines victimes, d'immenses photos de viande mâchouillée ornent les murs de sa tanière. Un appétit malsain suinte de ses yeux avides.

Jouant de surprise, le voyageur se saisit d'un tube métallique, visiblement destiné à la flottaison d'un drapeau ridicule, et en assène un grand coup sur l'oreille droite du bouffon. Le choc emporte la tête par-dessus une haie de laurier derrière laquelle ne tardent pas à monter des glapissements d'indignation. Il déguerpit, avec à ses trousses la meute des enfants du défunt. De ses grandes enjambées, il tranche l'espace géométrique, ondulant au son des klaxons et, dans un réflexe de Poilu, se glisse dans l'interstice d'un grillage pour se jeter à couvert derrière un talus. La marmaille ayant visiblement abandonné la poursuite, il reprend calmement son souffle. Puis, lentement, redresse la tête.

Ce qu'il vit alors lui rendit espoir. Le hasard de sa course l'avait mené devant cette porte depuis laquelle la métropole catapultait vers l'ailleurs l'innombrable masse de ses estivants. Après une courte observation, il constata que la garde en avait été confiée à un sphinx aux multiples pattes devant lequel les voyageurs en partance marquaient un temps d'arrêt plus ou moins long. Alors qu'il se perdait dans l'observation de cet antique rituel, une camionnette vrombissante s'arrêta à sa hauteur. Par quelques gestes confus, le conducteur lui signifia qu'il était prêt à l'aider à franchir l'épreuve. Il s'engouffra à l'arrière du véhicule qui s'avança jusque sous les pattes de la bête. Le bruit intempestif du pot d'échappement mêlé à celui des boomers sur la plage arrière l'empêcha d'entendre la question posée, mais la réponse dut être jugée satisfaisante, puisque après la réjection d'un morceau de carton, le sphinx ouvrit le passage. Durant quelques kilomètres encore, il craignit que sa ruse ne fût découverte ; puis, submergé de fatigue et ensuqué par les nombreuses bières que ses compagnons de route lui offraient pour le réhydrater, il s'assoupit.

Lorsqu'il rouvrit les yeux, il glissait avec monotonie sur deux rails de sécurité. Des mots vides s'envolaient par la fenêtre ouverte, sans aucune incidence. Dehors, le paysage défilait en images saccadées : vaches, colza, maïs, tournesol, panneaux, maïs, sortie n°18, aire de l'authentique. Les portes claquèrent et ses camarades de route s'effacèrent. Sur le parking, une file de gastéropodes se reposait, visiblement éreintés de transporter sur leur dos leurs volumineuses conditions d'isolement. "L'identique me poursuit", se dit-il. Le même était là, comme par un envoûtement sisyphien du sphinx : les arbres plastiques, les caractères des enseignes, la mer de goudron. Le tarmac sur lequel il se tenait avait perdu toutes coordonnées, toute localisation. Ces paysages avalés n'auraient-ils été qu'une vaste épopée de brume ?

Décidé à briser le sortilège, il franchit de nouveau le talus, et, en empruntant un passage pour animaux sauvages, gagna un chemin de traverse. L'absence de marquage lui faisait espérer d'improbables surgissements, des cadeaux de la providence sur les bas-côtés non stabilisés. Pas un véhicule ne venait perturber le léger dandinement des herbes auquel sa marche s'accordait peu à peu. Il chemina ainsi un long moment, grisé d'avoir quitté le monde de la vitesse. Alors qu'il s'appliquait à funambuler sur la ligne de demi-jour que dessinaient les arbres, survint un embranchement. L'œuvre d'une obscure inquisition le bornait de tout coté : l'ensemble des lieux du voisinage, dont certains qu'il avait traversés, étaient enfermés là, dans d'arbitraires amas de lettres réfléchissantes, et exposés au milieu de la chaleur et de la poussière.



Alors qu'il tentait infructueusement de faire ployer l'une de ces potences, son regard s'arrêta sur deux traits de couleur vive contrastant avec le gris métallisé de l'ensemble. Les deux couleurs ornaient également à quelques mètres le tronc d'un vieux pin parasol. Oubliant ses martyrs, il se laissa guider par ces marques dans l'ombrageuse forêt. Le roulis tumultueux d'un torrent le disputait aux gazouillis des oiseaux. Parfois, il se laissait guider par l'un d'eux, le chassait jusqu'à ce que, s'approchant trop, le chant s'envolât dans un bruissement de feuilles. Ces sirènes sinuaient son expédition lorsque, derrière un rideau de roseaux, une voix professorale retentit.

Une dizaine de personnes aux uniformes coloniaux se tenait là, écoutant religieusement un homme qui balayait le paysage d'une docte main. Ils étaient tous munis de lourdes jumelles fermement arrimées à leurs cous brûlés par le soleil. Celui qui semblait être leur chef scrutait le tableau, eux le cadre. Du groupe dégoulinait le ronronnement écoeurant d'une écologie démagogique.

Il dut faire un faux mouvement, car le craquement d'une branche le dénonça à l'assemblée qui fit brusquement volte-face. Au milieu des ronces qui l'entravaient, ils se saisirent aisément de lui. En quelques minutes, il se retrouve quasiment dénudé et enfermé au fond d'un gros bidon bleu. Au dehors, il entend les adeptes rugir d'indignation, dénonçant qui la virgule de son teeshirt, qui son sandwich sodébo. La voie professorale fait taire les clameurs. Maternellement, elle explique aux fidèles qu'il ne faut pas en vouloir à l'hérétique, et qu'elle connaît les remèdes pour le biotiser radicalement. La nature révélera aux plus purs les recettes permettant de récurer sa décadence.

Le groupe dut suivre ses conseils, puisque durant de longues minutes, plus un bruit ne lui parvint. Les plus rapides des adeptes ne tardèrent cependant pas à revenir, vantant les mérites des plantes qu'ils étaient partis ramasser. Une sérieuse dispute éclata alors, entre celui qui entendait le purinifier aux orties et le fanatique de la décoction de marjolaine. La controverse tourna au pugilat, tant et si bien que le bidon, bousculé, roula au sol et s'ouvrit. Prenant ses jambes à son cou, le prisonnier eut à peine le temps de récupérer son sac, que déjà derrière lui la horde des autres cueilleurs accourait pour séparer les deux maladroits. Les cris s'estompèrent peu à peu, et un rideau de broussailles vint clore la scène.

La nuit tombait, et la forêt lui était devenue accueillante – silencieuse. Un peu mélancolique, il eut une pensée pour ses amis partis loin, très loin, voir ailleurs s'ils s'y trouvaient. Eux qui traquent les altérités humanitaires, qui mènent les battues aux anciennes formes de vie, quelles étaient donc leurs désillusions ?

Comme il cherchait un abri pour se reposer, il découvrit en tâtonnant entre deux rochers l'ouverture d'une grotte. Étaient-ils dans les profondeurs, ces paysages obscurs où se perdre enfin ?

Les faibles piles de sa lampe frontale éclairaient à grand-peine les parois de la faille minérale. À mesure que la lumière faiblissait et qu'il descendait d'humides boyaux, les ombres s'animaient de plus en plus, prenant leurs libertés. Elles semblaient vaquer autour de lui à d'étranges occupations.

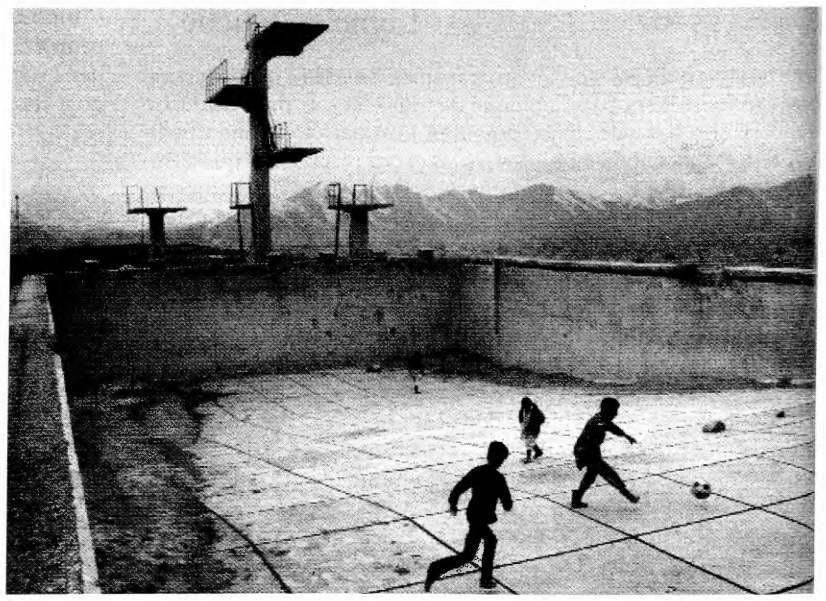
"*À quoi bon vous agiter ? se demanda-t-il, il n'y a plus de marges, les lieux et les temps sont vides.*

- Et tu prétends peut-être les remplir, toi l'errant, l'exilé, le vagabond ?

- Et vous, spectres d'un monde souterrain, comment bâtirez-vous autre chose que des chimères ?

- Seules des ombres pourront tailler des mondes à la mesure de leurs désirs ! entendit-il à l'instant où sa lampe s'éteignait définitivement."

On ne sait combien de temps il demeura dans les profondeurs. On ne sait ce qu'il y apprit ni comment il y survécut. Certains prétendent qu'il y devint fou. D'autres qu'il fut le dépositaire d'ésotériques révélations. Ce dont tout le monde est sûr, en revanche, c'est qu'il arrive, certaines nuits, qu'on l'aperçoive dans la lumière blafarde d'un parking de supermarché, moissonnant au milieu d'éclats de verre quelques fragments d'étincelles. ■



Strasbourg : jeu, set et masques

Au milieu des fumées noires, un indéfinissable grouillement qui semble sans but ni cause, sorti de nulle part, et rassemblé pour un instant par cet incompressible sens de l'opportunité des modernes.

L'ENVIE DE JOUER, DE SUBVERTIR LE VIEUX ET LE MORT : monsieur Altermonde-pacifiste-dents blanches, un temps incarné par la figure de Besancenot, est moqué et lapidé. De la joie enfin quand le manège des contre-sommets, conçu pour que l'énergie collective tourne en rond, finit par sortir de son axe.

Surface de réparation

Le camp des anti-OTAN, ghettoïsé dans le Neuhoff, a permis une complicité inédite avec les habitants, et notamment les jeunes de ce quartier, étonnés que cette fois, le quadrillage policier ne leur soit pas directement destiné. "Pour une fois, y'a plus tricard que nous !"

Le 2 avril, il aura fallu la présence d'une escorte survoltée de gamins en scooter pour rendre à la fois drôle et effectif le blocage du tram entrepris par l'habituellement sinistre troupe de clowns. Plus tard, lors d'un assaut contre le commissariat du quartier, le rideau de fer de la fourrière cède et la cité reprend ses scooters. À cheval sur des motos, des gars font des allers-retours pour informer l'émeute des déplacements de la police. Suite logique, le soir, des dizaines de lascars du coin viennent au camp pour causer, certains consacrant même l'alliance du jour au micro de la scène d'un concert : "On vous prenait pour des bouffons, on voit qu'en fait, vous vivez la même chose que nous..." Rebelote le 4 avril, alors que plusieurs bâtiments brûlent dans le port autonome, des habitants des immeubles pourris du voisinage ouvrent leurs portes pour offrir aux révoltés un point de vue sur la nasse policière. Les pitoyables tentatives des journalistes et des pouvoirs publics pour déguiser les habitants en victimes éplorées, maquillent mal l'échec de leur politique de mise hors-sol et d'hostilisation des milieux où s'organisent les révoltés.

(suite p. 4)

(...)

Ligne de touche…

Même si rien n'a été "laissé" aux casseurs, il est clair que le terrain était sérieusement balisé, bloqué de tous côtés, et pour tout dire "choisi". En son sein, le jeu émeutier s'est parfois donné une licence inédite, déposant toutes règles et organisant une quasi impunité.

Cris de ralliement, banderoles renforcées avec du bambou pour bloquer les tirs de flashball, fusées de détresse marines pour éloigner les hélicos. Les charges de police restent impuissantes à empêcher plusieurs incendies: un hôtel Ibis (dont le groupe collabore à la déportation des sans-papiers) abritant des photographes de la police, un office de tourisme, une pharmacie et la vieille douane désaffectée. Parfois même, de barricades en barricades enflammées, les forces de l'ordre reculent sous les projectiles, donnant de l'air au tumulte.

Dans le feu et la casse, un message jouissif et clair transpire. Le "on veut pas" du black block et ces actes qui parlent d'eux-mêmes. Tout ce qui devait être détruit l'a été, et pourtant… impossible de franchir les lignes de touche, de sortir du terrain imparti. L'Etat, décidant du jour et de l'heure de l'engagement, s'impose davantage comme arbitre que comme adversaire. Au coup de sifflet final, tout le monde rentre chez soi, les shampouineuses municipales nettoient les traces, avec un peu plus de mal qu'à l'accoutumée, n'oublions pas de nous en réjouir.

Dégagements…

En face, on tire des leçons, des bilans, et on s'arme en conséquence: allongement des peines, décrets anti-cagoules et lois anti-bandes. Une logique militaire. Pour les révoltés, le jeu est cette forme où la partie suivante peut ne dépendre en rien de la précédente. Où toute expérience est susceptible de s'amnésier dans l'enthousiasme d'une nouvelle manche. Où l'on peut revenir sans fin sur le même terrain défavorable.

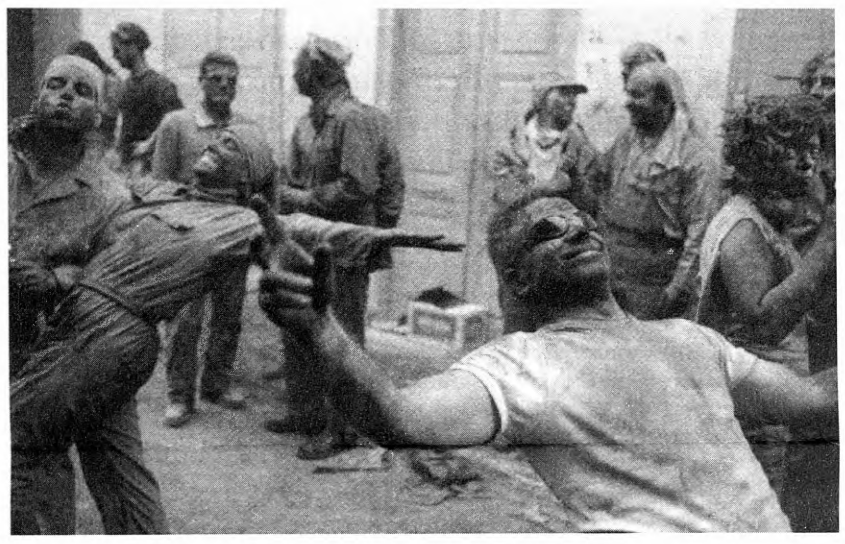
Et pourtant, si l'émeute est si généralement admise et toujours particulièrement inadmissible c'est que, aussi inconséquente soit-elle, elle n'en est pas moins formatrice. Et, ces dernières années, dans ses apparitions toujours plus fréquentes, ont infusé des gestes, se sont expérimentées des armes et des tactiques. L'esthétique du jet de pavé cède la rue aux actes déterminés: avancer, bloquer, blesser, incendier. La guerre renaît peu à peu au sein du jeu qui la mime. Comme ce génie collectif qui préfère ruiner joyeusement tout ce qu'il trouve sur sa route que de transgresser mécaniquement tout ce qu'on lui interdit.

Si l'apparition récurrente des masques fait tant peur aux gouvernants, c'est qu'elle symbolise la continuité de ce génie commun qui traverse les dernières révoltes européennes. L'enjeu pour les puissants d'octroyer le monopole de la cagoule à leur police est donc de taille: bloquer ce pont entre visible et invisible qui constitue déjà une irrévérence. Plus que la dissimulation, les masques amènent avec eux la métamorphose, celle de l'isolé terrorisé en bande terrorisante, celle de la passivité en témérité. Ils sont un de ces points magiques d'où l'individu peut disparaître dans le mouvement frénétique de la rue.

"Il faut avoir été mêlé aux foules frémissantes lors d'actions révolutionnaires ou pendant des évènements dramatiques pour comprendre à quel degré de sensibilité parviennent les esprits lorsqu'ils sont livrés à la violence des passions publiques. Une foule est une multiplication, non une addition, et de là naissent tous les possibles."
Mabille, *Le miroir du merveilleux* ■

Les enfants perdu

"J'ignore la ville et j'ignore l'année : je me souviens que la saison était pluvieuse, très pluvieuse. Il est certain que dans ce même temps les hommes trouvèrent par les routes des petits enfants vagabonds
Marcel Schwob, Livre de Monelle



DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE ANTI-VIOLENCE menée par le gouvernement des États-Unis, un projet initié en son temps par le président Richard Nixon (1969-1974) prévoyait de soumettre les enfants de six ans à des tests destinés à détecter leur "potentiel de violence". Diverses opérations détruisant les tissus cérébraux sont alors pratiquées, à titre expérimental, sur des enfants agressifs jugés incontrôlables, au Japon, en Inde et au Danemark (Brain Control, Valenstein, Elliot S., 1973). En juillet 1975, le ministre de l'intérieur français, soucieux de suivre la doxa internationale, énonce un précepte qui fait singulièrement écho: "la violence serait d'origine génétique". L'Allemagne, simultanément, développe ses programmes de recherche de privation sensorielle "préventive". L'étiologie, silencieusement, méthodiquement, s'emploie à faire du révolté ou du blouson noir un "patient", à gommer la part du politique dans toutes les formes d'apparition de la violence. Mieux, les "pré-délinquants", placés d'office dans des écoles spéciales, y seront rééduqués au moyen d'une drogue déjà utilisée dans les instituts psychiatriques. Haldol, un neuroleptique majeur, de ceux qui font de vous la vache qui passe sa vie entière dans l'étable sans voir un brin d'herbe, la poule qui, dans sa cage trop exiguë, sous une lumière permanente, pond toutes les huit heures un œuf calibré. Une drogue qui fait de l'enfant sauvage un futur administré — un citoyen exemplaire. Il faut qu'il sache qu'il est faible et que vous êtes fort, que, par son état et le vôtre, il est nécessairement à votre merci. Au milieu des années soixante, les jeunes saisis par leur conscience refusent leur futur d'opprimés, ce futur les ennuie… L'élan juvénile secoue l'arbre de la sagesse. Les "fruits de nos entrailles" se retournent pour les dévorer. Mai 68 a opéré une brèche. Pour faire que cela n'arrive plus jamais… jamais, "on" va œuvrer scientifiquement. Les enfants rebelles ne reçoivent plus de zéro de conduite mais un diagnostic: "hyperactifs" et de ce mal ils sont "soignés", drogués… à la Ritaline. Bonne nuit les petits. Mais le sommeil ne viendra pas. Que l'insatisfaction se fasse si violente et si déterminée chez des jeunes esprits laisse alors envisager le pire, c'est-à-dire le meilleur: la généralisation d'une indisposition évidente au quotidien. "*La délinquance, une légitime défense !*" titrait APL, un fanzine d'informations distribué sur la région nantaise, en novembre 1977. On y parle d'un épisode oublié de la guerre en cours qui — comme tant d'autres — se joue au détour de cette année. Une de ces histoires qui réunit par-delà les générations et fait respirer du souffle des révoltes.

"Que l'insatisfaction se fasse si violente et si déterminée chez des jeunes esprits laisse alors envisager le pire."

De janvier à juin, le centre social de Kerlédé, implanté dans un quartier HLM de Saint-Nazaire, est occupé nuit et jour tandis que les éducateurs vident les lieux. S'y installent des jeunes marginaux, des fugueurs en rupture de famille, de travail, tous bien décidés à faire sécession avec ce monde. Le centre dès lors est ouvert en permanence. Six mois d'insoumission. Une communauté, un lieu de partage font territoire. Il n'y a plus ici de place pour la cohorte inquiète des animateurs et des formateurs. Le contrôle humaniste de gauche a fait faillite, le rôle normalisateur des "travailleurs sociaux" ne suffit plus à contenir les révoltes.

La liberté conquise, l'auto-organisation, ont pris le contrepied des milieux les "mieux intentionnés". Les désirs et aspirations de ceux qui ne vivent plus exactement comme tout le monde s'avèrent irréductiblement incompatibles avec le fonctionnement des institutions culturelles, politiques ou syndicales. "Les intellos de gauche ?": "*leur vécu est en totale contradiction avec leurs discours. Ils ne sont jamais concernés par les problèmes sur lesquels ils bavent*". "*La survie y en a marre*". Il s'agit désormais de s'organiser collectivement "*pour revendiquer la vie*", non pas la vie réduite au consommable et aux impératifs économiques, mais la légitimité de voler pour manger et s'habiller, le droit de s'approprier un lieu, de disposer de son corps, d'opposer aux animations socio-culturelles et aux palabres vaines des éducateurs un usage du temps libre non administré. "*Ici — confiera une des filles au journal Libération — en fait on a vécu ensemble. Et le théâtre, c'était notre vie*". La question posée est celle que les enfants perdus de Kerlédé eux-mêmes portent dans leur 3ème lettre ouverte des jeunes sur la Délinquance: "*Les délits que commettent de nombreux jeunes, ne sont-ils pas des gestes de révolte face à notre société ?*"

Lui, 17 ans: *J'ai une copine vachement sympa, mais elle ne peut pas venir chez moi, et moi, je ne peux pas aller chez elle. Les parents sont cons.*

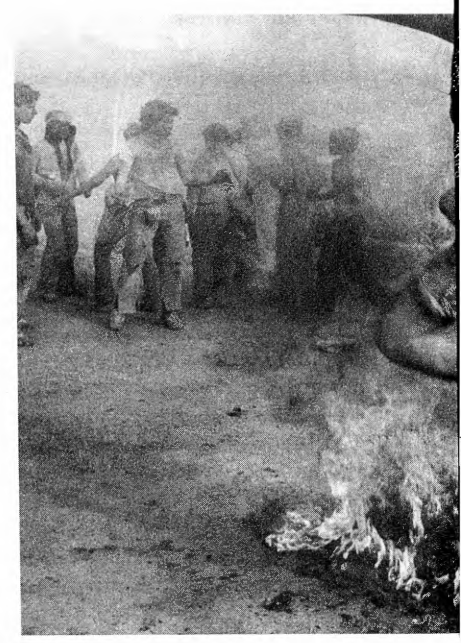
Elle,15 ans: *Ma mère me dit sans arrêt : "rentre de bonne heure, ne sors pas avec les garçons…" Elle gueule toujours.*

Lui, 22 ans: *Le père m'a dit: 'Tu viens manger dans mon assiette, va chercher du travail'. Pas de boulot, il m'a fichu dehors.*

Elle, 7 ans: *J'aimerais bien avoir des poules et des canards, plein d'animaux dans l'appartement, c'est pas possible.*

Lui, 10 ans: *Samedi matin, avec un copain, on n'a pas été à l'école, pour faire péter des pétards sur la plage*

À Kerlédé, des complicités effectives s'élaborent, on fomente, on expérimente. "*Tu vois ces jambons, tu crois qu'on pourrait se les payer avec ce qu'on a comme fric? Il y a quinze jours, il y avait du saumon et de l'alcool*". "*On prend, et on partage*". S'inaugurent de nouvelles formes-de-vie, l'invention quotidienne d'un commun. Les anciens qui fréquentent encore le centre n'ont pas peur des jeunes. Mais l'adulte réussi, le modèle conforme, celui qui n'a plus de regard, dont la colonne vertébrale est soudée, celui qui ne connait plus la joie, encore moins l'émerveillement… la victime désignée des centres de remise en forme, l'adulte réussi murmure: "*coucheries collectives, saoûleries, drogue, obscurs briefings pour la préparation de cambriolages et autres scénarios délictuels…*" Au détour des paroles calfeutrées, contre toute force conspirative réelle, tout désir d'aventure, l'hostilité larvée se répand. Y répond l'audace de se confronter. Le 15 mars, un



débat sur la sexualité est lancé, la chasse à l'enfant va pourtant commencer. Une première intervention musclée de la police vient interrompre brutalement la séance. Bien vite, elle est suivie d'une autre opération menée le 28 mars par la brigade de recherche qui contrôle l'identité de tous les occupants des locaux: "*ils nous ont dit que c'était une nouvelle forme d'activité culturelle*" ! Le contrôle social considéré comme un des beaux-arts: sublime aperception…

Le lendemain, la PJ procède à son tour à une nouvelle intervention —

■ PREMIER MATIN APRÈS J.C.

Dans la seule nuit du 22 juin, 118 panneaux de publicité ont été saccagés à La Rochelle. Aucun axe stratégique, "*des abords du Conseil général, dans le quartier des Minimes, à Port-Neuf, au nord-ouest de la ville*" n'a été épargné. D. Elebaut, directeur régional de J.C. Decaux, confirme l'importance du carnage "*dont le préjudice n'a pas encore été chiffré. Le contrat rochelais, poursuit le directeur, porte sur 200 abribus et 60 sucettes.*" Quand on sait que chacune coûte environ 1300 euros...

D'autres dégradations, commises dans la nuit du 15 au 16 juin, sans doute à l'aide d'un objet contondant ou pointu, ont été perpétrées à un rythme d'enfer. Le ou les auteurs ont frappé en plein coeur des sucettes ou des abribus. Autour de l'impact, le verre sécurit (d'une résistance importante) s'est ridé en des milliers de lézardes. De mémoire de publicitaire en milieu urbain, une telle mise à sac des structures d'affichage est une première nationale. Si La Rochelle vient de décrocher la palme, d'autres villes de la région Poitou-Charentes enregistrent de belles statistiques.

Plusieurs centaines dans l'agglomération poitevine depuis le début de l'année, avec un pic de 35 destructions dans la nuit du jeudi 16 avril et d'une vingtaine de plus le 17, puis le 18.

À Niort également, depuis le début 2009, une centaine de dégradations similaires ont été enregistrées.

Le mouvement anti-pub, qui avait connu son heure de gloire médiatique en 2003 avec les barbouilleurs du métro parisien, a pris comme d'habitude en province des allures de reconquête territoriale, plus discrètes, mais ô combien plus efficaces.

■ À LA LISIÈRE DE LA MEUTE

Un ramassis d'artistes et de gestionnaires prétend faire "œuvre" en déportant six fauves dans les douves du château de Nantes. Ceux qui imaginent faire "vibrer" la cité "en y intégrant du sauvage" s'apercevront très vite que ce qui reste de loup dans une civilisation qui fonde son industrie et sa culture sur la domestication et le recyclage du vivant, va tôt ou tard leur sauter à la gorge. Et cela, d'une façon qu'ils ne prévoyaient pas: en ouvrant des brèches dans le mur des prothèses, par la pratique d'un art raffiné des conséquences. Cette introduction* finira très mal pour ses concepteurs, pour ceux qui croyaient en finir de la sorte avec toute insurrection..

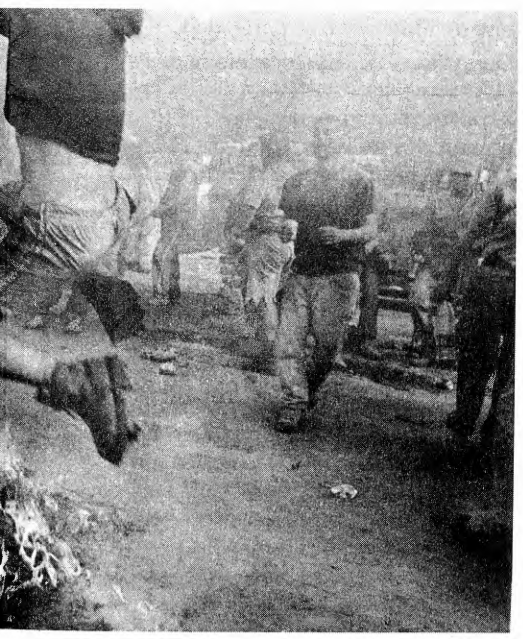
Vous avez cru pouvoir faire un détour, mais ça vous ravage, ça vous saisit à la gorge

us de Kerlédé

carnaval de Galaxidi, Grèce

s qui refusaient de grandir."

tout aussi culturelle — suivie, cette fois, d'une vague d'interpellations. "*Il faut que les organismes sociaux redonnent à ces jeunes le goût de l'effort et du travail, il faut les protéger d'eux-mêmes*", commente le responsable des services de la sûreté de la police de Saint-Nazaire. Du bon usage du culturel et du social comme outils de pacification : la boucle est bouclée.



Comme les crachats médiatiques ne manquent pas de le rappeler : c'est "à l'ombre du centre social" que les enfants perdus de Saint-Nazaire montent "leurs sales coups". Le territoire habité fait monde et devient menaçant.

Un cambriolage imputé aux "enfants fous de Kerlédé" fournit le mobile des premières incarcérations. Dans la nuit du 6 au 7 mars, l'un d'entre eux âgé de 17 ans, par lassitude et ennui, avait convié ses camarades à lui rendre visite au supermarché L'Océan où il était employé comme gardien. Orgie joyeuse et libératrice. La bande s'approprie de la nourriture et des vêtements, deux carabines, et un fusil. Plus tard viendront le vol de treize 2CV et même, selon la presse, d'une voiture de pompiers. À la fin du siècle précédent, dans le jargon libertaire, on parle de "reprise individuelle". 77 voit se développer l'appropriation collective et les autoréductions, un peu partout en Europe. Le pouvoir commotionné aura les mêmes réponses définitives. Et comme le souligne la presse locale avec son habituel à-propos, même si "*ces voleurs de 2CV ne sont tout de même pas le gang des tractions avant*", rien ne retiendra pourtant la justice de fragnoler. Patrice, "*un mineur de 17 ans, payé 8 francs de l'heure, travaillant 12 heures de rang en toute illégalité*", est inculpé avec quinze autres de ses camarades. "Mineur": cela signifie "moindre", "inférieur", "plus petit". Le statut du mineur c'est d'abord la privation d'autonomie. Il n'est pas censé se déplacer seul, pour lui se promener librement devient vite synonyme de fuguer. L'accès à certains lieux lui reste interdit, sa présence dans certains autres — comme l'école — est obligatoire. Le traitement appliqué par l'autorité adulte à laquelle le mineur ne peut se soustraire consiste à éliminer du potentiel inné les éléments indésirables, incontrôlables, pour ne conserver et ne développer que ceux utiles à l'exploitation. Mais la meute s'est enragée : accord majeur, les enfants perdus veulent vivre ensemble et construire leur communauté, loin du ciel noir des servitudes sans fin.

Le juge : *Qu'avez vous fait dans cet endroit ? — Ce qu'on avait à y faire.*

Le 2 avril, un texte adressé à la population parvient au juge d'instruction et à la presse : "*Nous les jeunes de Kerlédé, nous voulons mettre sur la place publique ce que nous pensons des évènements survenus à l'occasion du vol commis au magasin L'Océan (…) nos gestes, nos cris ne sont pas gratuits (…). Nous les jeunes, disons: on nous a volé notre enfance, notre santé, nos désirs, nos corps, qui nous rendra justice ?*". En prison, ils revendiquent leurs gestes, une des filles entame une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie des jeunes à Saint-Nazaire. "*Dans le foyer, il s'est passé pour nous des choses très importantes dans la mesure où nous avons pris conscience de notre situation de femme ; c'est-à-dire que dans notre vie quotidienne, on a remis en question nos rapports avec les mecs, on a voulu vivre aussi pleinement notre corps, nos désirs, nos envies. C'est à partir de ce moment de révolte que nous nous sommes senties très fortes dans notre lutte*". Le 19 avril, les occupants organisent une réunion ouverte au Centre social, une initiative qui n'est partie ni des travailleurs sociaux ni des organisations syndicales de Saint-Nazaire. Une amorce de dialogue qui n'est pas un gage de bonne conduite, mais s'entend comme la phase déterminante d'une offensive visant les habitants des alentours, les partis, les "spécialistes" des affaires sociales, en vue de les contraindre à prendre parti.

"Le juge : *Qu'avez-vous fait dans cet endroit ?* — *Ce qu'on avait à y faire.*"

Dans la guerre qui les oppose au monde qui les détruit, le plus grand crime que les jeunes auteurs d'un délit puissent commettre c'est de se mettre à réfléchir à leurs actes, à poser des questions à ceux qui les accusent. On dit alors qu'ils sont "allés au-delà du geste" et la bonne conscience de gauche de s'extasier, d'invoquer le rôle "émancipateur" de leurs agents civilisateurs : "*Vous voyez qu'ils sont utiles à la société*". Flicage adroit, on se garde bien de stigmatiser les faits incriminés. Mais les enfants perdus de Kerlédé ne sont pas allés au-delà de leur geste, ils ont seulement fait coïncider actes et paroles, sans séparer leurs affects de leurs pensées. Ébranlement à Saint-Nazaire, contagion… Comme le rapporte à l'époque un ouvrier des chantiers : "*les jeunes qui couchent ensemble et qui se droguent, ça heurte quelques préjugés solides chez les copains de boulot, par contre, les jeunes chômeurs qui piquent dans les supermarchés, qui ne revendent pas et qui partagent entre eux, ça c'est approuvé.*"

Une seconde grève de la faim est menée à partir du 1er août par les derniers embastillés, en amont du procès. La ligne de défense ne sera ni larmoyante ni repentante. Les jeunes s'insurgent contre une justice qui les désigne comme des criminels pour avoir piqué quelques boîtes de conserve, mais oublie le patron qui vole ses ouvriers à chaque fin de mois. "*Nous sommes cinq garçons. Cinq âgés de 18 à 21 ans, cinq qui avons vainement essayé de vivre la tête haute, de ne pas sombrer dans la société esclavagiste qui nous oppresse, cinq à nous retrouver à la maison d'arrêt de Nantes. On a eu le tort de dire merde, merde aux bourgeois, flics et autres. Mais pas merde à voix basse cachés derrière une poubelle malodorante, non, on l'a hurlé, tout nu en pleine rue. Ce qui vaut plusieurs inculpations : vols, recels, conduite sans permis, port d'arme*". C'est l'exaltation qui précède les grandes batailles… L'existence d'idées bouleversantes ne peut que présupposer l'existence de formes-de-vies bouleversantes: "*Nous sommes conscients que par cette action nous automutilons nos corps et nous revendiquons le libre choix de ses désirs et de ses plaisirs ; notre forme de sexualité est étouffée car elle ne correspond pas aux normes (couple femme/homme), notre drogue est étouffée car elle n'est pas la télé, le confort moulinex ou la résidence secondaire ! Nos formes de suicide sont étouffées car elles ne correspondent pas aux formes institutionnalisées !*
Suicide par le travail
Par la sur-consommation
Par les accidents de la route
Par la croyance aux maîtres penseurs…"

Lors du procès, en octobre, 150 à 200 jeunes, dont une majorité de filles, emplissent le tribunal de leur rage et de leur présence complice. Les enfants devenus innombrables — forme nouvelle de catastrophe naturelle — propagent un pacte secret, celui qui nous unit et nous rapporte à cette vaste œuvre de décivilisation qui reste à accomplir. Le sens n'en était livré avant par personne. Une explosivité pouvait alors exister partout, enveloppée dans une signification, dans une direction, un contexte justificateur, ce qui était courant à l'époque. Ce qui ne l'était pas : prendre la parole au cœur de cette explosivité.

Début 1978, dans un papier intitulé "*Autonomes à Saint-Nazaire. Mais pourquoi cassent-ils ?*", *Le Canard de Nantes à Brest* s'attache à classer tous ces "*inclassables*". Face aux "*bandes de loubards atteints par la frénésie de la casse*", face aux "*petits groupes politiques extrémistes en rupture d'organisation*", un constat s'impose : "*les institutions culturelles, politiques ou syndicales serrent les fesses et se ferment les yeux*". L'essaim a accru sa puissance. Une force diffuse aux intensités contaminantes se déploie et unit les corporéités rebelles : "*On se connaît. On a des rapports entre nous, mais pas avec les organisations politiques*". De Penhoët à Kerlédé, toute une vie échappe au pouvoir municipal, tout un territoire tend à devenir ingouvernable. Un bus anglais loué par la Maison des Jeunes et de l'Éducation Permanente pour effectuer des animations va cramer, les pneus d'une camionnette de la même MJEP sont lacérés. Des inscriptions murales peuplent les murs, signifiant que l'affrontement se poursuit: "*Staliniens, gauchistes, dans le bassin !*". En mai 78, le centre social de Kerlédé "*où tout semblait rentré dans l'ordre*" est entièrement saccagé, les murs éventrés à coup de masse, les revêtements des plafonds arrachés, des pots de peinture explosés sur les murs… Rage, rage de n'avoir pu s'approprier l'espace… Une fille de Saint-Nazaire: "*Quand j'ai commencé à casser ça m'a vraiment fait plaisir, j'en avais vraiment marre de cette consommation débile, marre de cette institution !*"

Commencer, recommencer… Construire nos lignes de fuite, reconquérir un certain état de fureur. Réveiller l'ardeur des "*royaumes de jeunesse*" du temps passé. Retrouver les sentes tracées sans répit par le piétinement impatient des enfants fous de Kerlédé. Non pas mettre nos pas dans leurs pas, mais faire un pas d'écart vers la forêt. Cheminer vers le "*royaume blanc*" des petites vagabondes, sœurs de Monelle à la parole incandescente: "*tout à l'heure, nous verrons s'allumer le feu. Et demain, ce sera plus loin. Car ils ne demeurent nulle part. (…) Qui sont-ils ? On ne sait pas. Ce sont des enfants vêtus de blanc. Il y en a qui sont venus de nos villages. Et d'autres marchent depuis longtemps.*" ■

Car ni l'artiste, ni le gestionnaire, dans leur plénitude capricieuse, ne savent que le loup qu'ils nous livrent, ce paria qu'ils ont revêtu d'une apparence de civilité, ce morceau de chair sauvage, ce carré de poils sur le sol qui se traîne, c'est l'image exhibée de l'homme domestiqué. Une image qui est aussi le masque d'une créature lézardée, brûlée, mais jamais très loin de surgir de son enfer pour embraser cette image et le monde. Tous les dispositifs à l'œuvre ne parviendront pas toujours à pacifier ce fauve partout à l'affût.

Ne croyez pas qu'on puisse ainsi brûler un rêve

Ce fauve qui rôde au fond des douves d'un château de pacotille nous voit défiler, nous qui croyons vivre encore alors que chaque jour nous mourrons un peu, à force de survivre. Il attend le moment, l'heure d'agir… et nous avec lui.

Le pont-levis est relevé, mais les murailles sont fissurées

Depuis ce Lieu Unique**, au cœur de la métropole, les agents d'une guerre contre tout ce qui vit et qui leur échappe voudraient démontrer que rien ne peut plus arriver.

Le mobilier a été le premier à vraiment comprendre la différence entre chien et loup

Pourtant, des meutes rôdent et la rage court toujours.

---

* Joseph Confavreux, "L'introduction qui vient" dans le livre *La Meute*, recueil publié à cette occasion. Les citations qui suivent en sont extraites.

** Le Lieu Unique, ancienne usine LU transformée en pôle artitique de représentation et d'exposition financé par la ville de Nantes.

■ **BIENTÔT DANS TON CODE PÉNAL**

Le décret anti-cagoule

Depuis le 20 juin, il est interdit, "*au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifié dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public*". C'est une contravention de 5ème classe, c'est-à-dire que les flics sont censés dresser un PV en cas d'infraction et n'ont pas le droit d'utiliser la coercition : pas de garde à vue, pas d'arrestation.

HADOPI

La loi sur le téléchargement illégal aura suscité une âpre bataille autour de la question de la liberté sur internet. Elle prévoit un filtrage du contenu, l'implantation de mouchards dans les ordinateurs des contrevenants et la possibilité de coupures administratives de lignes.

Loi anti-bandes

Il y avait déjà l'association de malfaiteurs, la bande organisée, le délit de participation à un attroupement armé, voilà maintenant le projet de loi anti-bandes. Ce qui change : le simple fait d'appartenir à une "bande violente" est pénalisé (jusqu'à 3 ans fermes), tout comme celui de se trouver au milieu d'un "attroupement armé" (même sans arme). Les bonnes âmes s'insurgent contre l'introduction dans le droit de la notion de responsabilité collective, mais le plus flippant, c'est surtout la facilité avec laquelle des juges pourront condamner sans avoir à établir de preuves.

LOPPSI II

On trouve dans ce projet :

- la possibilité pour les flics d'utiliser des mouchards informatiques dans leurs procédures judiciaires pour capter les informations qui s'affichent à l'écran et celles qui sont tapées au clavier (ce qui ne veut pas dire que les services de renseignement ne pratiquaient pas déjà ce genre de choses, c'est juste que désormais les informations recueillies pourront être utilisées officiellement pour des poursuites)

- une extension des personnels habilités à alimenter le fichier des empreintes génétiques

- la mise en place d'un outil de traitement informatisé des fichiers. Ce mega-moteur de recherche, appelé Periclès, pourra servir dans le cas de crimes et délits passibles d'au moins 5 ans de prison pour recouper toutes les informations disponibles aussi bien dans les fichiers policiers ou judiciaires que sur internet (sur facebook par exemple)

- une extension de la vidéosurveillance privée sur la devanture des magasins

- une série de dispositions contre la "violence routière" pour envoyer encore plus de conducteurs sans permis en prison

- un élargissement de la zone de compétence de la prefecture de police de Paris à la petite couronne

- la privatisation des transports de sans-papiers en Centre de Rétention Administrative

- un approfondissement des échanges avec les polices européennes.

■ **POUR CONTACTER LES CAISSES DE SOLIDARITÉ**

Lille: Fonds monétaire des insurgés, fmi@riseup.net, http:// f.m.i.over-blog.org
Dijon: caisse-de-solidarité @brassicanigra.org
Lyon: caissedesolidarite@gmail.com
Paris: kaliméroparis@gmail.com
Grand sud: kalimerosouslesoleil@no-log.org
Caen: Collectif pour l'organisation de la solidarité, cosac@ablogm.org

Du bon usage du terroriste en société

> "*Dans l'ordre sécuritaire, la théorie dominante, celle des « nouvelles menaces », décrit un monde entré dans une « guerre de basse intensité permanente », où la défense de la civilisation passerait par la surveillance, le contrôle et la répression des gestes, des idées ou simplement de tout ce qui est insoumis.*"

Qu'est-ce que "l'ennemi intérieur" ?

M.R. : L'ennemi intérieur, c'est l'ensemble des discours et des images utilisés par le pouvoir pour justifier cet encadrement sécuritaire, pour désigner à cet objet qu'est la population l'ensemble de ceux qui seraient susceptibles de porter, par leurs corps et leurs idées, une menace pour l'ordre économique, politique et social. Ça se distribue aujourd'hui en France, mais aussi dans la plupart des pays occidentaux, autour de trois figures :

La figure du sauvageon issu des quartiers populaires, le sous-prolétariat qui ne respecte plus les cadres de sa ghettoïsation. Le nouveau barbare pauvre.

La figure de l'"islamiste", issu des "populations musulmanes" et qui permet de désigner l'immigration postcoloniale comme une cinquième colonne du "terrorisme global". Cette figure est articulée à celle du "sans-papiers", qui n'est pas construite comme un corps furieux mais plutôt comme un corps infirme, invisibilisé, non pas un ennemi, mais une menace en soi. Le migrant "non-blanc et non chrétien" apporterait dans son corps, en plus de sa culture, de son comportement, et de ses idées, une menace pour l'identité nationale voire civilisationnelle.

La dernière figure, c'est celle du casseur idéologique, du black block. Elle relève d'une stratégie de réaction à la radicalisation des luttes et des formes d'auto-organisation d'une partie de ce qu'on appelle le mouvement social.

Que peut-on dire du contexte dans lequel apparaît cette dernière figure de "l'anarcho-autonome" ?

M.R. : À chaque fois qu'on s'intéresse à la construction médiatique et politique d'un ennemi intérieur, il faut retrouver le problème de départ au sein des classes dirigeantes. Dans ce cas-là, je crois que c'est une question qui reprend énormément de force après les révoltes de 2005, mais qui apparaît réellement au début des années 1990 avec la disparition du bloc soviétique. La question, c'est comment surveiller — parce qu'on pense qu'il y a forcément une alliance entre les mouvements révolutionnaires et les révoltes des quartiers populaires — donc c'est comment surveiller cette alliance-là. On se rend compte qu'il n'y en a pas, il n'y a pas de liens réels, c'est des révoltes spontanées, qui sont des "auto-révoltes". Le problème va être d'empêcher que ces révoltes ne deviennent des processus révolutionnaires en dissociant, en séparant et en produisant des figures.

Pourtant, il existe bien des rencontres ?

M.R. : Il y a celle de gens de Tarnac avec des types de Villiers-le-Bel en taule. La prison a produit la rencontre, et c'est très certainement un effet non désiré. Il y a eu un mauvais réglage, une absence de réglage même, entre la machine antiterroriste et la machine carcérale. Mais il y a un autre cas dont je parle dans un article qui s'appelle *Le point d'impact des colères* dans le dernier Barricata. Y'a Hamé et Casey qui s'expriment aussi là-dessus. L'article parle de quelque chose qui est passé totalement inaperçu à Strasbourg au contre-sommet de l'OTAN. Le camp des anti-OTAN était dans le quartier du Neuhoff, qui est un des quartiers les plus en galère de Strasbourg et où ça pète assez souvent. Il y a eu une solidarité entre ces deux mondes qui s'ignorent habituellement. C'est quasiment parce que le pouvoir a fait une erreur.

> "*Il faut nous ancrer dans les erreurs de la machine gouvernelentale.*"

Ça, c'est tout l'enjeu, parce que c'est à nous de les construire, de les trouver, ces points d'impacts, et en même temps souvent ils existent parce qu'il faut bien comprendre qu'on est face à des machines qui font des erreurs, qui dysfonctionnent... Et il faut nous ancrer dans ces erreurs-là, et construire... c'est même pas des ponts, c'est même pas des liens qu'il faut construire, c'est plutôt des révoltes qui se nourriraient les unes les autres. C'est vraiment pas dans une idée de se prendre la main, tous ensemble, c'est pas ça...

Une des grandes fiertés de la gestion française des émeutes de 2005, c'est d'avoir évité les morts. En quoi cela nous renseigne sur le mode de contrôle dans l'hexagone ?

M.R. : Le truc sous-jacent, c'est que ces techniques du maintien de l'ordre, on les vend en package avec de l'armement. Si t'arrives à réprimer une révolte intérieure sans faire de morts, tu vas pouvoir la vendre. Un mort, c'est un contre-coup médiatique, c'est le syndrome Malek Oussekine. Il y a vraiment une logique de pacification à cet endroit-là. L'exemple, c'est les flash-ball. Effectivement, c'est censé ne pas tuer, mais comme pour le Taser ou un marteau, ça dépend de comment on s'en sert. Le pouvoir ne tue pas à l'intérieur de son propre territoire tant qu'il n'est pas réellement menacé, c'est sa couverture démocratique. Dans le même temps, il ne cesse jamais d'employer son pouvoir de mort à l'étranger, là où son armée peut tuer légitimement. Bien sûr, aucun état ne s'est interdit d'employer l'armée contre son peuple. Marx dit que le problème irlandais n'existe pour l'Angleterre que pour pouvoir justifier le maintien d'une armée qu'on enverra contre des mineurs en grève. Savoir ne pas tuer, c'est aussi bien savoir résoudre, encadrer et à l'occasion détruire précisément.

Le maintien de l'ordre et le zéro mort, c'est justement les cadres où le pouvoir ne se sent pas réellement menacé. Où il ne s'agit pas de détruire l'ennemi, de le mettre dans des camps ou autre, mais de l'instrumentaliser. Il ne faut pas oublier non plus que les plans d'intervention militaire à l'intérieur du territoire existent, qu'ils sont enseignés, expérimentés, répétés dans des lieux comme le CENZUB (Centre d'entraînement aux actions en zones urbaines, à Sissone dans l'Aisne) et que c'est un horizon permanent. Finalement, on est dans quelque chose de très nietzschéen où tu as besoin de ton ennemi. La désignation de l'ennemi intérieur sert à contrôler l'ensemble de cette catégorie de population qui est désignée comme le "milieu". Tu désignes un barbare de cité pour encadrer les quartiers populaires, tu désignes l'anarcho-autonome pour encadrer les mouvements sociaux.

Tu parles de ces processus de fusion entre armée et police dans le cadre d'une confusion entre guerre et paix. Où en est ce processus-là en France ?

M.R. : Bon, tout ça, c'est fait, la formation aux techniques militaires, elle se fait en permanence, l'importation de matériel militaire aussi: le flashball, les drones, certains équipements de protection. Et la gendarmerie, c'est une force militaire qui vient de passer sous l'autorité du ministère de l'intérieur, ça parle, déjà.

Donc, il y a eu un redéploiement de la gendarmerie en France vers les ZUS, les zones urbaines sensibles : là, on voit des militaires faire du maintien de l'ordre. Et c'est eux qu'on va envoyer à l'étranger faire de la pacification ou du contrôle des foules.

D'ailleurs, ils le disent eux-mêmes : "on utilise les techniques qu'on connaît, qu'on nous a appris, donc c'est celles qu'on utilise à l'extérieur". Je crois qu'on va aller vers une hybridation, la police ne sera pas remplacée par l'armée, l'armée n'aura pas exactement le rôle d'une police globale, mais il y a des choses qui se déclinent du point de vue des techniques, des pratiques. Et pourtant, il y a aussi des forces qui résistent à ça, c'est-à-dire que la police n'a aucun intérêt à être subsumée dans l'armée, et vice versa. Et parallèlement, on cherche dans la pratique à développer le domaine de la sécurité intérieure privée.

Le déploiement militaire autour de la planète lui, par contre, est conçu sur le plan d'une "police globale". L'actualité à ce niveau, c'est la constitution d'un Conseil National de Sécurité — dont la mise en place est dirigée par Alain Bauer — qui regroupera les instituts chargés des

■ **LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES ?**

Une explosion à Chambéry dans la nuit du 30 avril au 1er mai a coûté la vie à une personne et gravement blessé son ami. Une enquête menée par la fameuse SDAT est en cours. Lui est toujours hospitalisé sous régime carcéral à l'hôpital Herriot à Lyon, accusé de "détention, manipulation d'explosifs en relation avec une entreprise terroriste". Dans les jours qui ont suivi, deux lieux sont perquisitionnés. Quatre personnes sont recherchées pour "destruction de preuves". Une court toujours, trois sont arrêtées. Trois qui sont désormais sous contrôle judiciaire, dont deux qui ont passé un mois à Fresnes et le dernier, un mois et demi à la Santé.

Les 9 inculpés de "l'affaire de Tarnac" sont désormais tous sous contrôle judiciaire strict. Mardi 28 avril, une personne active dans le comité de soutien parisien est arrêtée. Le 18 mai, c'est au tour de trois personnes de Rouen, soupçonnées de s'être rendues en Grèce en même temps qu'un des inculpés. Ceux arrêtés en possession de fumigènes artisanaux en janvier 2008, alors qu'ils se rendaient à une manif devant un centre de rétention, comme ceux poursuivis pour la tentative d'incendie d'une dépanneuse de police dans la période post-électorale ont été libérés, eux aussi sous contrôle judiciaire. Ils auront passés entre six mois et un an en prison.

Tous sont sous le coup de procédures antiterroristes, tous étiquetés anarcho autonomes, tous libérés sous contrôle judiciaires. D'un coté, ces libérations montrent que les affaires se dégonflent. De l'autre, toujours pas de nouvelles des procès, ni d'intérêt à juger rapidement des dossiers plutôt vides, bien plus à laisser traîner, à broyer lentement les liens et les amitiés par les contraintes du contrôle judiciaire.

Bracelet électronique, semi-liberté, mise à l'épreuve, autant de peines supplémentaires masquées par cet oxymore de "liberté conditionnelle". Les singularités rebelles préfèrent parfois la cavale, comme les deux inculpés de l'affaire des fumis. La médiatisation récente appelle à mettre collectivement un bon coup de pied dans cette fourmilière d'humiliation. Il ne manque qu'un signe...

■ **BIZUTAGES**

« Rapprocher la police des habitants », c'est l'objectif fixé par Alliot-Marie aux nouvelles Unités Territoriales de Quartier (Uteq), mises en place dans 24 cités depuis avril 2008. L'idée derrière le « rapprochement », c'est d'un côté d'être plus à même d'établir des liens avec de potentielles balances, et de l'autre d'accroître l'occupation du territoire (« l'Uteq est une police offensive» comme le revendique une commissaire).

On ne sait pas trop si ça fonctionne en ce qui concerne la pêche aux bons tuyaux, mais pour ce qui est du maintien de l'ordre, c'est plutôt loupé, vu la multiplication des affrontements dans les quartiers où les Uteq sont implantées. Dès le premier jour de patrouille, le 14 avril 2008 en Seine St Denis, les nouveaux keufs de proximité se font caillasser. En septembre 2008, ils se font attaquer à coup de flash-ball à la Courneuve (le lendemain, des tags sur les murs de la cité désignent deux prénoms de flics et annoncent que « la prochaine fois, ça sera une vraie arme», et effectivement en mai 2009 c'est à coup de kalachnikov qu'une patrouille se fait recevoir). En janvier 2009, l'Uteq est la cible de lancers de cocktails molotov à St Denis, idem en avril aux Tarterêts, avec aussi des tirs de mortiers. Même topo en juin à Villers-le-Bel et Cergy. On signale aussi des caillassages sur les Uteq de Mantes-la-jolie et de Marseille.

Les Uteq sont maintenant assistées par des compagnies de sécurisation, chargées, elles, exclusivement du maintien de l'ordre.

questions de défense, de sécurité intérieure, d'intelligence économique, des "experts indépendants" c'est-à-dire des lobbies issus du complexe militaro-sécuritaire, les ministres, le secrétariat général de la Défense Nationale, tout ça sous l'autorité personnelle du Président. C'est un État dans l'État, mettant à la disposition exclusive du gouvernement et du grand patronat les forces policières, militaires et de renseignement; on trouve ces structures dans la plupart des dictatures latino-américaines ainsi qu'aux Etats-Unis. Partout où elles sont apparues, elles ont servi de structure à la contre-révolution préventive aux USA, ou pour ancrer les dictatures néo-libérales en Amérique latine. C'est une machine de commandement pour la guerre intérieure.

Justement, cet Alain Bauer, quel est son rôle exactement ?

M.R. : Avec la disparition de l'ennemi soviétique, avec l'ouverture du champ du contrôle à qui veut bien apporter de nouvelles figures, des gens comme Xavier Raufer et Alain Bauer vont acquérir énormément de pouvoir. Bauer est en train de devenir quelqu'un d'extrêmement puissant. Lui et Raufer sont assez symboliques de l'interconnexion de réseaux issus d'une rénovation de l'idéologie de l'identité nationale vichyste, de réseaux de l'extrême-droite française et puis d'ultra-libéraux, en gros de gens qui sont à l'interconnexion de coalitions dans les grands médias, dans la police et dans les services secrets. Et qui défendent une politique d'ouverture des marchés politiques et économiques de la sécurité, parce qu'ils sont à la tête de ces marchés-là. Alain Bauer est patron d'une société qui vend des consultations en sécurité et en même temps, il est aussi un expert en insécurité. Donc, il vend aux médias et au pouvoir ces figures dont il a besoin pour exister. En même temps, il permet l'ouverture de marchés économiques à ce niveau-là, les marchés de la sécurité intérieure. Aux Etats-Unis, c'est passé devant le marché du cinéma et de l'audio-visuel en 2001 ou 2002. On est entré dans une nouvelle étape : le capitalisme sécuritaire, une phase du capitalisme où le contrôle ne sert plus seulement à faire tourner la production — c'est-à-dire qu'on contrôlerait les travailleurs pour ne pas qu'ils se mettent trop en grève, pour ne pas qu'ils se révoltent, etc. — mais le contrôle est un marché en lui-même. La création de nouvelles peurs, de nouveaux problèmes ouvre de nouveaux marchés, du profit économique et politique pour ceux qui sont capables de s'auto-proclamer comme les nouveaux spécialistes qui peuvent nous défendre contre ces nouvelles menaces. Donc voilà Bauer et Raufer, finalement, c'est deux symboles.

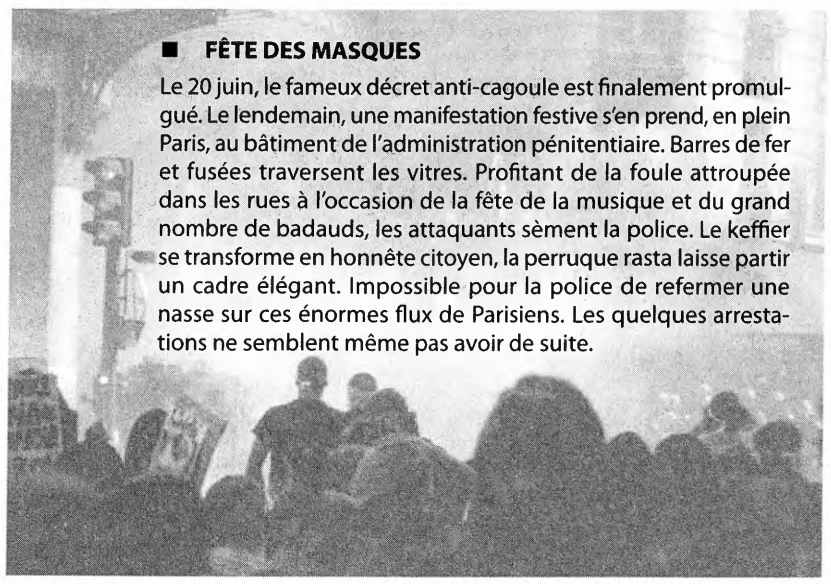
Que penses-tu du rappel des réservistes ?

M.R. : J'essaie de ne pas m'aventurer dans les discours sur le futur même si je reconnais qu'un certain nombre de signaux laissent planer comme une odeur de plomb dans l'air. Ce rappel a été confirmé par plusieurs policiers qui ont vu l'arrêté du ministère de l'intérieur demandant aux réservistes civils de la police de se faire recenser au courant du mois d'avril, et d'être disponibles pour le 30 juin. Cela voudrait dire que les retraités de la police de moins de 60 ans sont disponibles à partir de l'été. On peut imaginer qu'ils s'attendent à des révoltes sociales, à priori la plupart des gouvernements s'attendent à ça, il y a des rapports d'experts catastrophistes qui circulent en ce moment et qui prévoient une dislocation géopolitique globale. C'est un discours qui est entendu dans le gouvernement, alors est-ce qu'ils sont pas en train de préparer ça ?

Mais s'il existe bien des mécaniques sociales, l'histoire n'est jamais réductible à un fonctionnement machinique.

Pas d'alarmisme sur la catastrophe à venir, elle est déjà là. ■

Entretien avec Mathieu Rigouste.
Auteur de *L'ennemi intérieur*,
La Découverte, 2009



■ **FÊTE DES MASQUES**

Le 20 juin, le fameux décret anti-cagoule est finalement promulgué. Le lendemain, une manifestation festive s'en prend, en plein Paris, au bâtiment de l'administration pénitentiaire. Barres de fer et fusées traversent les vitres. Profitant de la foule attroupée dans les rues à l'occasion de la fête de la musique et du grand nombre de badauds, les attaquants sèment la police. Le keffier se transforme en honnête citoyen, la perruque rasta laisse partir un cadre élégant. Impossible pour la police de refermer une nasse sur ces énormes flux de Parisiens. Les quelques arrestations ne semblent même pas avoir de suite.

Climat "Continental"

La plupart des conflits récents et en cours dans les entreprises semblent avoir pour principal enjeu le montant des indemnités de licenciement. Combien valent les vies usées à l'atelier ou sur les chaînes de montage, heures après heures? Combien pour se dédommager de l'arnaque à la crise montée par des patrons qui profitent du nouveau mot d'ordre de mobilisation générale pour dégraisser, délocaliser, flexibiliser davantage?

Chasseurs de prime

"Tous ensemble face à la crise." "Tous ensemble", la bonne blague, comme si on ne savait pas que le véritable credo c'est "chacun pour sa gueule" — "réussite individuelle", "maison individuelle", "libertés individuelles".

"Tous ensemble", comme pour soutenir l'équipe de France de foot, unité nationale autour du ballon rond et conscription obligatoire sous la bannière du redressement économique; sauf qu'il se pourrait bien qu'on ait davantage de bonnes raisons de soutenir une équipe de foot que de sauver l'économie...

Un journal ne suffirait pas à faire la liste des fermetures d'usines, des mises en chômage partiel, des fins de contrats intérim et CDD, des plans de reclassements, depuis qu'on est officiellement "en crise". Mais si on y regarde de plus près, c'est souvent des groupes qui font encore des millions de benefs qui "réajustent leur production", pas pour assurer leur survie, mais pour faire encore plus de marges. Tous ensemble, la bonne blague, vraiment...

Les grands discours sur la "société" et la "démocratie", où tout le monde est censé avoir les mêmes intérêts, se révèlent pour ce qu'ils sont: l'arnaque du siècle, et même des deux siècles passés. Un ponte d'Unilever, le groupe qui ferme les usines Amora à Dijon, a alors beau jeu d'envoyer paître les politiciens venus l'implorer de "sauver l'emploi » de leur région : "*si vous n'êtes pas capables de faire des lois qui vous arrangent, c'est votre problème, ce n'est pas le mien*". Autrement dit : "nos salariés, on les emmerde, et on sait très bien qu'on a les lois avec nous".

Rien d'étonnant alors à ce que les réactions des premiers concernés soient assez peu respectueuses de la légalité. Un ouvrier sur un piquet de grève : " "Un blocage illégal" voilà la phrase de la direction de Barry-Callebaut [pour dénoncer l'action des employés], c'est une honte par rapport aux 105 personnes qui vont bientôt pointer à l'ANPE". Certes, à strictement parler, monter une barricade de palettes devant l'entrée d'une usine est bien un acte illégal, mais face à la misère qui nous est faite, ce n'est pas ça qui compte, et ça devient même "honteux" de se réfugier derrière un texte de loi. Séquestration, blocage, occupation, sabotage, saccage d'une préfecture : c'est ce qui reste comme moyens d'action quand on ne croit plus vraiment à la fiction de la loi qui protège et du dialogue social gagnant-gagnant.

Les bonnes vieilles méthodes du mouvement ouvrier, celles qu'on relègue habituellement avec nostalgie ou soulagement dans un passé agité mais révolu, sont ressorties du placard. On évoque 36 ou 68. Mais quelque chose a changé, quelque chose qui déboussole un peu ceux qui peinent à calquer les mots d'ordre de ces glorieuses époques sur la situation actuelle. C'est que nulle part, ou presque, n'apparaît la perspective du contrôle ouvrier de la production, de ce qu'on a appelé "autogestion" dans les années 70. La revendication principale, finalement celle qui a été le moteur des luttes les plus acharnées, ce n'est même pas la "sauvegarde de l'emploi", la défense de la condition ouvrière, mais le montant de la prime de licenciement. Alors bien sûr, dans les discours syndicaux, dans les apparitions médiatiques, on joue aussi sur le tableau de la défense du fleuron de l'économie locale*. Mais ce qui circule le mieux sur les piquets, c'est "prends l'oseille et tire-toi". Un max d'oseille, même, c'est l'enjeu de la lutte, à la hauteur de ce qui a été extorqué pendant des années de boulot, à la hauteur des parachutes dorés des dirigeants, et dans un état d'esprit plus proche de celui du braqueur que de celui du salarié en lutte pour son pouvoir d'achat: "ce monde est le monde du fric, je prendrai ma part". C'est désabusé, lucide, ça promet pas des lendemains qui gazouillent dans la joie et la bonne humeur, mais ça part d'où on en est : le travail, ou plutôt, le"boulot", le "taf", ce n'est pas, ce n'est plus ce qui donne du sens à ce qu'on vit, ce sur quoi on pourrait construire quelque chose en commun.

Des années de désindustrialisation, de sape des collectifs de travail, d'intérim, d'éclatement de la chaîne de production, de flexibilité, d'invention d'emplois bidons, ont fini de liquider le plan commun qui permettait d'envisager un contrôle ouvrier de la production. Pour bien s'en assurer, certaines boîtes imposent même dans leurs contrats d'embauche des clauses de non-concurrence qui interdisent de fait toute reprisedes activités en coopérative. Mais de toutes façons, plus que ce genre de petits verrouillages juridiques, c'est la dépossession du sens du travail qui rend difficilement

désirable l'autogestion de l'usine. Produire de la moutarde, des pneus, des engins de chantier ? Pour qui, pourquoi, comment ? Et est-ce que ça fait une vie, tout ça ?

Aussi bien, le licenciement, ce n'est jamais que le dernier stade de la dépossession, le plus brutal certainement ; on enlève une occupation et un salaire, c'est sûr que ça crée un vide, que ça déstabilise, et que beaucoup vont s'y casser les dents. Mais quand ça arrive, c'est que le terrain est déjà prêt, que tout s'est déjà délité lentement, et le liquidateur professionnel embauché par la boîte règle l'affaire en quelques mois. Les exemples où ça coince, où il reste assez de commun entre les salariés pour qu'une réaction collective vienne limiter la casse, éclairent en négatif les cas plus nombreux où le dernier plan social n'est qu'une mise à mort après une longue agonie.

Pas question de se réjouir, ni de se lamenter, mais de prendre acte. On peut certes regretter que la belle énergie qui a porté les révoltes ouvrières pendant des décennies soit de plus en plus inéluctablement teintée de désespoir. On peut déplorer que les coups les plus sérieux portés au salariat ces dernières années relèvent plus d'une réorganisation du capital que d'une offensive révolutionnaire. On peut même concéder que pour les ouvriers licenciés, "l'émancipation du joug patronal" a un goût amer. Mais avec la reconfiguration des hostilités s'ouvrent de nouvelles brèches, par friction autour des points d'achoppement, par les imperfections du nouvel agencement qui cherche encore son état d'équilibre. Et ça branle dans le manche... ■

* Il faut aussi savoir utiliser ce qui marche, comme le rappelle un salarié d'Amora : *"Nous, nous allions au boulot en allant chez Amora, mais le 6 décembre [jour de la manif de soutien], on a été très impressionnés par le monde qu'il y avait et par l'attachement des Dijonnais à cette marque. On ne l'avait pas compris dès le départ, mais ensuite, bien évidemment, on s'en est servi"*.

Combien on gagne?
Comment on gagne?

(Suite de la p. 1)

Que le mouvement ait porté ses fruits ou non, quand les chiffres tombent c'est qu'on est sur le retour à la normale : et c'est toute la part vivante de la lutte qui se trouve diluée à nouveau dans l'abstraction capitaliste. "On était bien à se tenir tous là, à des heures pas possibles. C'est bizarre comment on peut être au même endroit d'une façon complètement différente". Et rendre même l'usine habitable, entre les braseros, les cantines improvisées avec des camarades du voisinage, la fin des cadences. Mais alors comment on reste ensemble, comment on évite le retour aux galères individuelles ? Qu'est-ce qui pourrait rester de ce commun de la lutte, en termes de pratiques ou de matos (surtout qu'il y aurait moyen avec une partie des primes arrachées collectivement) ?

Le premier mouvement, donc, c'est la mise en commun et la prise de territoires. Le bitume craquelé, fondu par les incendies de pneus à répétition, les coins aménagés pour les repas collectifs. Et plus loin ? Pour que ça tienne, pour que ça se condense, il faut que ça prenne plus largement. "Une victoire ça serait quoi ? Bonne question. Les faire reculer déjà, sur les sanctions et tout ça. Mais surtout il faudrait que ça se regroupe, que les colères se regroupent et ensuite tout renverser". Tout renverser. La question de la victoire possible renvoie à deux grands types de réponse dans la tradition révolutionnaire. D'un point de vue marxiste ça peut être la victoire finale, la crise finale, la défaite politique et militaire du parti adverse (l'Etat, la Bourgeoisie). C'est un gros truc alors, et c'est toujours pour plus tard. Dans une perspective plus libertaire, il y a victoire chaque fois que des éléments de notre existence sont arrachés au capital, à la domination ; chaque fois qu'une part de nous-mêmes aussi s'arrache à la soumission. Alors l'enjeu devient microscopique, moléculaire. Toute expérience d'émancipation (telle grève, telle occupation sauvage d'un bâtiment, d'un quartier) embarque les conditions d'une victoire possible ; mais on s'aperçoit aussi que le système en place s'en accommode fort bien, en bon gestionnaire des singularités plus ou moins libérées, tant que l'essentiel est préservé : les conditions générales de l'exploitation et le maintien de l'ordre public.

Comment ça se regroupe des colères ? Et comment faire pour que leur mise en relation échappe aux formes toutes faites du type "mouvements sociaux", impliquant chaque fois leur neutralisation ?

Le sarkozysme nous oblige à trouver les réponses : comme politique de rupture, il implique la fin des rituels pacifiés et pacificateurs de la négociation, et renvoie les syndicats à l'impuissance de leurs journées d'action. La crise constitue un autre opérateur de réalité : l'économie se recompose, et notre monde part en couille. On vit une période de bordel général, bordel dans la rue, poubelles renversées devant les usines, paralysie des moyens de transports, coupures sauvages d'électricité. Bordel dans nos vies, galère, débrouille, dépression, prison. Et bordel social aussi, des cadres sup' deviennent SDF, tout le monde est un peu chômeur partiel, un peu travailleur temporaire, des ex-soixante-huitards se partagent le pouvoir en bonne entente avec des ex-fascistes, les fonctionnaires sont en voie d'extinction, le lumpen roule en merco, et la "classe moyenne" a un pied sous le seuil de pauvreté et la tête à 4 000 € par mois. C'est le bordel et on fait avec – des fois on en rajoute même, faut savoir vivre avec son temps. Parce que si ça nous fait perdre des repères, si ça disloque ce qu'on trouvait de solide pour se raccrocher (un boulot, une classe sociale, une famille, une identité, ...), ça nous libère aussi des carcans qui nous enferment dans un rôle à tenir (ouvrier, maîtresse de maison, Français, ...), et ça recompose un plan où peuvent éclore de nouvelles solidarités, un plan d'agrégation des colères. Approcher une définition de ce plan, c'est aussi une manière de lui faire prendre consistance, et on peut avec Foucault lui donner le nom de plèbe, compris comme *"quelque chose qui dans le corps social, dans les classes, dans les groupes, dans les individus eux-mêmes, échappe d'une certaine façon aux relations de pouvoir ; quelque chose qui est non point la matière première plus ou moins docile ou rétive, mais qui est le mouvement centrifuge, l'énergie inverse, l'échappée. 'La' plèbe n'existe sans doute pas, mais il y a 'de la plèbe'"*. C'est cette part de plèbe qui fait qu'un ouvrier peut déclarer sur son piquet de grève : "s'ils amènent les flics, on fera comme en banlieue, on appellera nos potes", ou qu'un prof' manifestant peut se reconnaître dans la révolte de la jeunesse grecque, ou que tant de métropolitains ont suivi avec sympathie le mouvement de grève générale aux Antilles.

> ***"Une victoire ça serait quoi ? Les faire reculer déjà. Surtout il faudrait que les colères se regroupent et tout renverser."***

Restent à réinventer les ferments du commun, dissouts avec les communautés ouvrières, depuis nos propres capacités d'auto-organisation, depuis ce qui s'affirme dans l'occupation des usines, de la rue. Notre capacité à faire tourner des cantines, à faire circuler des bulletins d'information et de liaison. Que les rapports entre les collectifs (de grévistes, de précaires, d'étudiants, de lycéens...) ne se nouent pas après coup, sur la base de résultats chiffrés, mais au travers des expériences vives, pour permettre les migrations de puissance entre foyers de lutte. Frayer des liaisons effectives qui permettent d'avancer sur la question de l'approvisionnement (comme pour ce qui s'est joué à une assez grande échelle en Guadeloupe entre des paysans et les piquets), renforcer les capacités de blocage ou d'affrontement (quand les Contis se déplacent en masse à Amiens pour soutenir les grévistes de l'usine Goodyear), redonner du souffle enfin : le sentiment d'une contamination, d'un ébranlement de l'ordre en place. Le sentiment d'une victoire possible. ■

■ C'EST PAS LE PÉROU

La découverte de plusieurs gisements importants dans l'Amazonie péruvienne a poussé le président Alan Garcia à autoriser, par décret, des compagnies étrangères à venir développer des projets miniers ou pétroliers dans le pays. On compte parmi elles la franco-britannique Perenco (25 rue Dumont D'urville, Paris, 75116).

Depuis la mi-avril, les communautés indiennes du nord-est se sont soulevées contre ces intrusions et plus précisément contre les deux décrets de 2007 et 2008 qui les facilitent. Elles déclaraient à la mi-mai : "*nos peuples [sont] en état d'insurrection contre le gouvernement sur les territoires indigènes amazoniens [cela signifie que] nos lois ancestrales ont désormais force de loi et que nous considérons comme une agression l'entrée d'une quelconque force sur nos territoires*". Les routes, les aéroports, les fleuves ont rapidement été bloqués.

Jusqu'à ce 5 juin, où dans la province d'Amazonas, à 730 km au nord de Lima, au lieu-dit de "La Curva del Diablo", des affrontements avec la police venue débloquer une route se soldent par des échanges de tirs. De nombreux manifestants tombent sous les balles, mais d'autres très déterminés, après avoir mis le feu à des locaux officiels, attaquent le commissariat. La ministre de l'Intérieur, Mercedes Cabanillasa, confirmera la mort de 9 policiers et le vol de 8 armes (des fusils AKM avec leurs munitions).

L'armée est déployée, un couvre-feu instauré et les patrouilles mixtes police-armée se multiplient.

Un appel à la mobilisation contre les décrets est lancé pour le 11 juin. Le 10, le parlement indécis vote la suspension pour une durée de 90 jours du décret 1090. Cela n'empêchera pas le lendemain des dizaines de milliers de personnes d'occuper les rues de Lima, tentant de se diriger vers le parlement. La foule est finalement repoussée, les affrontement dureront plus de deux heures.

Le 22 juin, les décrets sont finalement révoqués. Le lendemain, l'état d'urgence est levé dans de nombreuses provinces, mais l'armée prend le relais dans trois régions andines, foyers de nouveaux conflits sociaux. Elle a pour mission de veiller sur les infrastructures de transports, d'énergie, les voies d'accès notamment, dans les régions de Junin, Apurimac et Cusco. Le plus virulent de ces foyers paralyse depuis le 10 juin la ville d'Andahuaylas. L'accès à l'aéroport y est coupé, comme les principales routes d'accès, par des organisations paysannes rassemblant chaque jour plusieurs milliers de personnes. Souhaitons que l'allant des victoires porte la créativité nécessaire à l'esquive des prochaines ripostes.

■ ÉCONOMIE PERPENDICULAIRE

"En attendant, la population souffre. Elle s'arrange comme elle peut. «*On mange les tomates du potager*», raconte un Créole."

Le Figaro, février 2009

Ouvriers, agents EDF, FNSEA, LKP : une des vérités les mieux partagées des luttes de ce printemps aura été la nécessité du blocage de l'économie. C'est sans conteste la Guadeloupe qui est allée le plus loin, "bloquant le pays" pendant 44 jours. Mais surtout, la puissance du mouvement antillais a tenu dans sa capacité à fonctionner malgré le blocus.

Un membre du LKP, à qui on a demandé ce qui a permis que le mouvement tienne : "La solidarité a joué à fond, les parents, les amis, tout le monde s'est entraidé. Les agriculteurs nous ont donné pas mal de denrées. Il y a même un restaurateur qui vient de nous donner un bœuf sur pied ! D'ailleurs, il faut qu'on lui trouve un endroit pour paître..." Un autre évoque les pratiques de débrouille déjà bien ancrées dans la population : "L'économie parallèle, voire souterraine, le travail au noir, jouent aussi un rôle très important ici ; s'il n'y avait pas ça, il y a longtemps que ça aurait explosé. On a un proverbe créole qui dit : "dèbrouya pa pèché", se débrouiller, "djober", ce n'est pas un péché."

Dans le mouvement, la débrouille n'est plus simplement un petit arrangement en marge de l'existant, mais devient une forme d'auto-organisation aussi bien qu'une forme de lutte, une économie perpendiculaire.